L'Impôt sur le Revenu mondial Minimum est-il possible?

L'impôt sur le revenu aux États-Unis est de 21%. Au Royaume-Uni, la taxe est de 19%. Dans le but d'augmenter les prélèvements fiscaux, le G-7, le groupe des sept pays développés occidentaux, qui comprend également les États-Unis et le Royaume-Uni, veut construire un avenir avec un impôt sur le revenu mondial minimum de 15% (Partington, 2021). Il semble que quelque chose ne va pas: les pays offrent une taxe inférieure à ce qu'ils ont maintenant pour percevoir plus d'impôts. Le paradoxe a deux explications principales.

Premièrement, il est difficile de trouver une société qui paie réellement 21, 19, ou quel que soit l'intérêt écrit dans la législation. Les entreprises du monde entier tentent de réduire leurs obligations fiscales de toutes les manières possibles en exploitant les nombreuses failles de la législation. Il convient de souligner que cette pratique est totalement légale. L'année dernière, 55 grandes entreprises américaines telles que Nike, FedEx et AMD ont gagné plus de 40 milliards de dollars et, selon l'idée, ont dû payer un impôt sur le revenu d'environ 8,5 milliards. Cependant, aucune de ces 55 entreprises n'a payé un seul Dollar, et la plupart ont même bénéficié d'avantages fiscaux, parfois de la taille de centaines de millions (Gardner & Wamhoff, 2021).

Deuxièmement, les faibles taux d'imposition dans certains pays attirent les entreprises et celles-ci enregistrent leurs entreprises là où l'impôt sur le revenu est beaucoup plus faible que dans leur pays d'origine. Il s'avère que la société américaine ou britannique paie l'impôt sur le revenu dans un autre pays. L'exemple le plus connu de ce pays est l'Irlande, où de nombreuses sociétés internationales sont enregistrées grâce au taux d'imposition de 12,5%, le plus bas des pays de l'organisation de coopération et de développement économiques. En raison de la présence de sociétés internationales en Irlande qui renvoient l'argent gagné chez elles, le produit intérieur brut

(PIB) dépasse de plus de 20% le revenu National brut (RNB) depuis des décennies (Burke-Kennedy, 2021).

L'impôt sur le revenu mondial minimum a pour vocation de mettre fin aux deux pratiques ci-dessus. Les entreprises devront en tout cas payer 15% des bénéfices, même en dépit de toutes les lacunes, et la concurrence entre les pays en raison de faibles taux d'imposition cessera complètement, car l'enregistrement dans d'autres pays perdra de son sens.

Le principal problème de l'idée d'un impôt sur le revenu mondial minimum sera ce que les économistes appellent le dilemme du prisonnier. Le dilemme du prisonnier est un problème dans la théorie des jeux, où, en raison de la recherche d'un gain personnel, les participants choisissent des actions conduisant à un résultat sous optimal pour tous les participants. Dans la forme la plus simple, le dilemme est le suivant: deux criminels sont capturés lors d'un vol, mais il y a peu de preuves et de preuves sur eux, donc si les deux restent silencieux, ils ne seront emprisonnés que pendant six mois. Chacun d'eux, le procureur propose un accord: frapper le complice et sortir libre, tout en condamnant le partenaire à 10 ans de prison. Si les deux se battent, les deux resteront deux ans. Chacun d'eux a deux alternatives: taper sur un partenaire ou se taire. Dans les jeux coopératifs, quel est le dilemme du prisonnier, il existe une stratégie dominante pour tous les participants, c'està-dire une action qui est optimale pour toutes les actions des autres participants. Dans ce cas, frapper le partenaire est la stratégie dominante, car si le second est silencieux, le premier brille pendant six mois avec son propre silence, ou la liberté si tout tombe sur le partenaire. Si le partenaire a battu, alors les alternatives sont deux ans ou 10 ans de prison, c'est-à-dire que le silence coûtera huit ans. Si les deux pensent rationnellement et séparément, alors à la fin, les deux s'entrechoquent et s'assoient pendant deux ans, bien qu'ils puissent sortir six mois plus tard.

CFEPF 2

Si vous regardez la situation fiscale, il s'avère que chacun des pays lors de la signature d'un accord sur le taux d'imposition minimum, se met dans le dilemme du prisonnier. Si tous les autres pays se conforment aux règles et ne laissent aucune échappatoire pour attirer les entreprises à eux-mêmes, vous pouvez le faire vous-même, et augmenter leurs revenus. Si l'une des parties au traité s'est déjà écartée de la transaction, les lacunes de la législation deviennent à nouveau la stratégie optimale, ce qui signifie que la stratégie dominante pour tous les pays dans le cas d'un tel traité est un écart par rapport aux accords. La solution à ce problème est la confiance totale entre les participants ou l'application de sanctions contre les personnes rejetées, telles que des sanctions économiques, ce qui semble être une option plus probable.

CFEPF 3

Les références

- Burke-Kennedy, E. (2021). We're not as rich as we have been told to think we are. Извлечено из The Irish TImes: https://www.irishtimes.com/business/economy/we-re-not-as-rich-as-we-have-been-told-to-think-we-are-1.4476247
- Gardner, M., & Wamhoff, S. (2021). 55 Corporations Paid \$0 in Federal Taxes on 2020 Profits. Извлечено из ITEP: https://itep.org/55-profitable-corporations-zero-corporate-tax/
- Partington, R. (2021). *G7 tax reform: what has been agreed and which companies will it affect?* Извлечено из The Guardian: https://www.theguardian.com/world/2021/jun/07/g7-tax-reform-what-has-been-agreed-and-which-companies-will-it-affect

CFEPF 4